



Le Pacte de La Mecque et son importance pour Israël

Sur le plan militaire, la situation au Proche et au Moyen-Orient a évolué, et ce pas uniquement en raison du conflit avec l'Iran. Il y a quelques semaines, l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie ont conclu l'Accord de défense conjoint de La Mecque. Une attaque contre un partenaire de l'alliance est considérée, à l'instar de l'OTAN, comme une attaque contre tous les autres pays membres du pacte.

Par Mohamed Diwan 

L'accord du Pacte ne mentionne pas d'adversaire, mais il s'agit bien de l'Iran. Le Pacte de La Mecque n'est donc pas une coalition anti-israélienne. Il s'agit avant tout d'une garantie face à la crainte d'un manque de fiabilité de la part des États-Unis, c'est-à-dire d'une tentative visant à asseoir sa propre sécurité face à l'Iran sur une base plus large, plutôt que de compter uniquement sur Washington.

Mais le pacte de La Mecque pose néanmoins problème à Israël. Non pas à cause de l'Arabie saoudite, mais à cause de la Turquie sous la présidence d'Erdoğan, car ce dernier est proche de l'organisation terroriste Hamas et l'héberge sur son propre territoire. À cela s'ajoute le fait que le troisième membre de cette alliance, le Pakistan, possède des armes nucléaires et n'entretient aucune relation avec Israël. Si l'Égypte venait à rejoindre ce pacte par la suite, l'État juif se retrouverait alors directement confronté au Pacte de La Mecque, même sur la péninsule du Sinaï.

L'alliance militaire entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan montre en outre que les Accords d'Abraham ne constituent pas la seule voie permettant aux États du Proche et du Moyen-Orient de résoudre leurs problèmes de sécurité. Et même si l'Iran, ennemi commun, était au centre des préoccupations lors de la création du Pacte de La Mecque, Israël ne peut guère prétendre y adhérer.

La seule voie qui reste donc à Israël est de s'assurer de son caractère indispensable sur le plan militaro-technologique. En effet, celui qui fournit les meilleurs systèmes de défense antimissile et de reconnaissance ne sera pas écarté, même par une alliance militaire qui ne le mentionnerait pas dans le texte du traité.

Mohamed Diwan est un analyste politique arabe. Il vit en Suisse.